

L'énergie

problèmes que posent d'une part la diminution de la production intérieure de pétrole et, d'autre part, la croissance constante des importations de pétrole. Le pétrole, a-t-il dit, a le pouvoir de propulser l'inflation toujours plus haut, de miner notre position sur le plan commercial et de déterminer, par voie de conséquence, la valeur de notre dollar. C'est beaucoup dire pour un seul et unique produit.

M. Vance a averti son auditoire que pour résoudre la crise de l'énergie, «il ne suffira pas d'attendre qu'un économiste génial fasse une trouvaille lumineuse. Il nous faudra un acte de volonté politique.» Il a alors fait une prédiction en ces termes:

Si les États-Unis et les autres pays industrialisés ne prennent pas des mesures décisives pour réduire leur consommation d'énergie et surtout leurs besoins en pétrole, nous nous retrouverons au bord de la crise économique d'ici dix ans, si ce n'est avant.

L'Institut international des études stratégiques de Londres nous met en garde contre la menace à la sécurité que représente la crise du pétrole et M. Vance contre le désastre économique qui pourrait en découler. Le drame, c'est que le Canada a un gouvernement auquel fait défaut la volonté politique de reconnaître la crise énergétique et de s'y attaquer résolument.

Sept ans après le premier embargo sur le pétrole, le gouvernement libéral n'a pas encore présenté de politique énergétique globale; sept ans après que l'OPEP eut montré pour la première fois que le pétrole pouvait être utilisé comme arme politique, arme aussi stratégique que les missiles ou les bombes, le gouvernement libéral ne fait rien pour sortir le pays de sa dépendance vis-à-vis des réserves pétrolières étrangères. C'est cette situation, cette attitude que condamne et déplore mon parti.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: La première crise de l'énergie, celle causée par l'embargo de l'OPEP en 1973, a stupéfié les économies occidentales. Habitues depuis longtemps à obtenir du pétrole à bon marché—il y a à peine 10 ans, le prix moyen exigé par l'OPEP s'élevait à \$1.37 le baril—elles étaient devenues dépendantes de quantités considérables de pétrole importé. Le Canada n'a pas trop ressenti les effets de cette première crise; après tout, à l'époque, il exportait lui-même du pétrole. Toutefois, entre 1973 et 1979, la production canadienne de pétrole a fléchi de près de 25 p. 100, puisqu'elle est passée d'environ deux millions de barils par jour à un million et demi de barils, et elle continue de décroître. Mais dans le même temps, parallèlement à cette baisse de notre production, notre consommation de pétrole a augmenté d'environ 200,000 barils par jour. Nous sommes donc venus à dépendre de plus en plus du pétrole importé, qui ne se vend plus \$1.37 le baril mais bien \$28 à \$37 le baril. Cependant, notre politique énergétique, tant sur le plan national qu'international, ne semble pas encore tenir compte de la transformation radicale de la situation.

Faut-il s'étonner que dans sa revue annuelle de 1979, l'Agence internationale de l'énergie signale, en guise d'avertissement, que le maintien et l'accroissement éventuel de l'écart entre les prix canadiens et internationaux créera de graves distorsions dans l'économie canadienne. Voici ce que l'Agence dit:

Si le pays ne parvient pas à atteindre et à maintenir son indépendance énergétique, les budgets à venir de l'État devront prévoir des subventions permanentes et éventuellement fort élevées.

Elle ajoute:

On peut certes s'attendre à un accroissement de la demande et à une baisse des approvisionnements, et cela se manifestera dans la balance des paiements. A moyen et à long termes, il est douteux qu'un pays réussisse à s'isoler sur le plan de l'énergie.

Cette opinion est celle de l'Agence internationale de l'énergie. On en déduit évidemment que le gouvernement canadien souffre depuis trop longtemps de myopie en cherchant à s'isoler du reste du monde dans le domaine pétrolier. Cette inconscience ressortait des observations du vice-premier ministre et ministre des Finances (M. MacEachen) à l'issue des réunions de l'OCDE à Paris le mois dernier où il a été beaucoup question d'énergie. Qu'a donc appris notre ministre des Finances à ces réunions? Qu'une crise est imminente qu'on s'en rend compte à l'étranger. Il l'a dit lui-même en ces termes:

Il semble qu'on soit plus conscient à l'étranger qu'au Canada de la situation mondiale actuelle, et surtout de l'incidence des prix du pétrole plus élevés, et des possibilités d'une récession universelle.

Voilà ce qu'a dit textuellement notre ministre des Finances. Dire qu'il a dû se rendre à Paris pour l'apprendre; qu'il est mal renseigné au point de ne pas s'être rendu compte que d'autres économies occidentales ont commencé, il y a déjà belle lurette, à prendre des mesures pour réduire leurs importations de pétrole en préconisant la modération et en sensibilisant les consommateurs, et que le problème n'est pas uniquement une question de prix mais aussi d'approvisionnements et de sûreté des approvisionnements.

Ce qui est encore plus grave, monsieur l'Orateur, c'est que la situation va probablement empirer et pourrait devenir encore plus grave pour tous les pays qui dépendent du pétrole importé. On pense de plus en plus que, pour une foule de raisons politiques, économiques, financières et techniques, la production des pays de l'OPEP au cours des années 80 sera peut-être nettement inférieure aux prévisions, et l'Agence internationale de l'énergie prévoit de graves pénuries attribuables à l'insuffisance de la production d'ici la fin de la décennie. Cet organisme prévoit maintenant que la production mondiale ne dépassera pas dans les années 80 le niveau atteint en 1979, ce qui est nouveau. La production n'augmentera pas, de sorte que les très graves problèmes d'ajustement que l'on prévoyait auparavant pour le milieu ou la fin des années 80 deviendront peut-être endémiques et seront encore aggravés par un climat d'incertitude politique permanente.

L'Agence internationale de l'énergie signale qu'il est probable que le déficit mondial de pétrole prévu pour 1985 atteindra probablement quelque trois millions de barils par jour. Je répète, un déficit de trois millions de barils par jour en 1985. D'ici à 1990, à cause surtout de la baisse de l'offre sur le marché mondial, on s'attend à ce que l'écart entre l'offre et la demande de pétrole atteigne 8 millions de barils par jour. Je dois signaler que ces projections sont fondées sur l'hypothèse qu'il n'y aura pas d'interruption dans l'approvisionnement, en raison soit de révolutions semblables à celle de l'Iran soit d'arrêts délibérés des livraisons par certains pays producteurs. Pourtant, au cours du week-end dernier, le ministre du Pétrole de l'Iraq, dans une volte-face inattendue, s'est joint au Koweït, à la Libye et au Venezuela pour demander aux pays membres de l'OPEP de limiter leur production de brut.

● (1530)

Le déficit global de 8 millions de barils par jour d'ici la fin de la décennie n'est pas le résultat des projections les plus